

AEFE**UN PLAN D'AUSTÉRITÉ IMPOSÉ CONTRE LES PERSONNELS,
LES ÉTABLISSEMENTS ET LE RÉSEAU**

Le Conseil d'administration de l'AEFE du 18 décembre 2025 restera comme un CA de rupture, marqué par des décisions budgétaires graves, imposées à la voix prépondérante du président, en dépit d'une opposition massive des représentants des personnels.

Sous couvert de « modernisation » et de « convergence », le ministère et la direction de l'Agence déroulent un plan d'austérité brutal, dont les conséquences seront immédiates : suppressions de postes, fragilisation des établissements, remise en cause des missions historiques de l'AEFE.

DES DÉCISIONS CONTRE L'AVIS DES PERSONNELS

Les délibérations les plus lourdes de conséquences ont été adoptées à 17 voix contre 17 grâce à la seule voix prépondérante du président. Cette méthode autoritaire traduit un mépris total du dialogue social.

UN DOUBLE PRÉLÈVEMENT INACCEPTABLE

La nouvelle contribution pour financer la pension civile des EGD et établissements conventionnés constitue un double prélèvement déguisé et met en danger l'équilibre financier des établissements.

SUPPRESSIONS DE POSTES ET RISQUES DE DÉCONVENTIONNEMENT

Les établissements conventionnés seront directement impactés par des suppressions massives de postes et des risques réels de déconventionnement.

UN BUDGET 2026 DE RENONCEMENT

Baisse de 26,5 M€ de la subvention, fermeture annoncée de 107 postes D3, suppressions en centrale : les personnels paient le désengagement de l'État.

ICCVL ET PSC : UNE INJUSTICE MAJEURE

La baisse de l'enveloppe ICCVL pour financer la PSC est une attaque directe contre les enseignants, seuls mis à contribution.

POUR LA FNEC FP-FO, C'EST NON !

La FNEC FP-FO exige le maintien des postes, l'abandon des nouvelles contributions et une subvention à la hauteur des besoins.

**La FNEC FP-FO réaffirme
ses revendications :**

- ▶ augmentation de la subvention de l'État à hauteur des réels besoins de l'AEFE ;
- ▶ non au transfert partiel des pensions civiles vers les EGD puis les établissements, les plongeant dans des difficultés financières insurmontables. Cette mesure vise à les faire disparaître, et donc à accélérer la privatisation complète ;
- ▶ contre la PSC, refusée par la FNEC-FP-FO, et qui plonge les personnels de l'étranger dans des situations intolérables ;
- ▶ maintien et revalorisation de l'ISVL/ICCVL ;
- ▶ défense des statuts : non à la saignée des postes de détachés, non à l'extension des détachements directs ;
- ▶ arrêt du bornage à 6 ans des contrats de détachés catégorie 3.

